

Crédit : L'Est Républicain, recueilli par Éric Barbier, publié le 02.05.2026.

Franche-Comté Race montbéliarde : les éleveurs marocains et français, frères de lait

Les éleveurs français et marocains surveillent la réouverture des échanges commerciaux comme le lait sur le feu. Les premiers s'appuient sur le réseau, la force logistique et l'expérience de la coopérative franc-comtoise Coopex pour approvisionner les seconds en génisses montbéliardes, indispensables à leur autonomie alimentaire. Un marché nourricier pesant quelque 20 millions d'euros, assommé par la rectitude des autorités sanitaires marocaines à la suite de la dermatose en France...

Dossier d'Éric Barbier - 02 mai 2026 à 06:30 | mis à jour le 16 mai 2026 à 18:41 - Temps de lecture : 11 min

|

[Une reprise des exportations tant espérée](#)

[Des milliers de bêtes en attente d'un visa](#)

[À Fès, un troupeau de « boucles oranges »](#)

[Au Maroc, « il manque 400 000 génisses »](#)

Une reprise des exportations tant espérée



Mohammed, inséminateur, et Imad, éleveur, sont deux maillons essentiels des ambitions que nourrit le Maroc pour atteindre sa souveraineté alimentaire. Photo Eric Barbier

34 032... Il s'agit du nombre de génisses montbéliardes exportées vers le Maroc sur les dix dernières années. Il en faudrait au moins douze fois plus pour satisfaire les besoins pressants du royaume.

Des volumes immenses que ne peut honorer seule la race, aidée dans ce repeuplement par sa cousine holstein. Une relation agro-commerciale entre la Franche-Comté et le Maroc anesthésiée, qui plus est, par le refus catégorique exprimé par ce client historique d'importer des vaches de France, théâtre d'un douloureux épisode de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) au second semestre 2025.

Le déplacement de la ministre [Annie Genevard](#), [le 20 avril dernier à Meknès](#), au [Salon international d'agriculture du Maroc](#) (Siam), motivé, notamment, par des discussions fondées sur la réouverture de cette artère économique qui pèse quelque 20 millions d'euros rien que pour la filière montbéliarde, aura été vain. Le veto absolu et souverain de l'Office national marocain de sécurité sanitaire des produits alimentaires (Onssa) continue de commuter ces échanges bilatéraux sur « off ».



Face à la presse marocaine, la ministre de l'Agriculture Annie Genevard a évoqué le déblocage des exportations de bovins vivants au plus tard avant la fin de l'année. Photo Eric Barbier

« Une architecture cohérente, basée sur le gagnant-gagnant »

Pourtant, de part et d'autre de la Méditerranée, l'impatience enfle. « On ne va pas demander à l'organisme qui gère les risques sanitaires de prendre un risque », assène avec un soupçon d'ironie un cadre de l'interprofession laitière. Même si le risque zéro n'existe pas. La France, dont la stratégie sanitaire stricte, souvent encadrée par des

militaires, a imposé l'abattage total des foyers contaminés, serait mal avisée d'exiger plus d'élasticité de la part du Maroc. Cependant, tous tiennent à conjurer au plus vite ce mauvais sort.

« Les liens que nous entretenons avec nos amis marocains depuis plus de vingt-cinq ans reposent sur une architecture cohérente, basée sur le gagnant-gagnant, note Guilhem Brouzes, responsable du pôle export pour la Coopex, située à La Chevillotte près de Besançon. Les éleveurs marocains et français partagent des intérêts communs. » Mais la maladie vectorielle a percuté cette féconde entente. « Avec les garanties que la France a pourtant mises en œuvre, on n'imaginait pas qu'on n'arriverait pas à les convaincre qu'ils pouvaient [reprendre les importations](#). »

Patience... Appel à la prière... Et anticipation, car la pompe à exportations ne se réamorce pas d'un claquement de doigts. « Il y a un enjeu logistique fort qu'il faut préparer. »

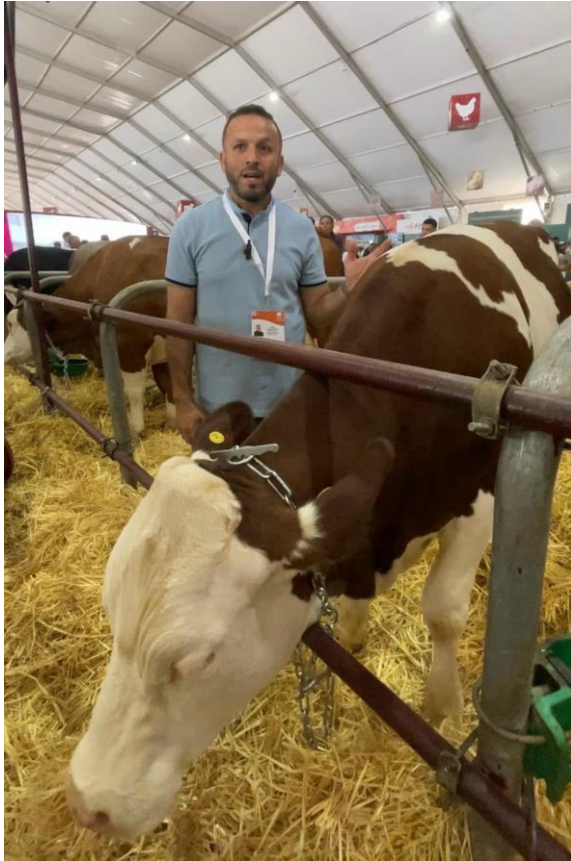


Guilhem Brouzes, responsable du pôle export pour la Coopex. Photo d'archives Paul-Henri Piotrowski

« Je préfère attendre et avoir des montbéliardes »

Environ 8 000 génisses sont dans les starting-blocks, couvées par Coopex, qui a tissé des liens, parfois contractuels, avec 1 300 éleveurs fournisseurs. La DNC a divisé par trois l'activité de la coopérative, qui profite tout de même de la réouverture le 20 avril dernier de l'exportation des semences pour la reproduction. Et « multiplie par ailleurs les efforts sur d'autres zones pour trouver d'autres marchés ». Afin de valoriser le trop-plein actuel. En attendant le feu vert marocain, couvert d'inchallah par le monde agricole.

« Vivement la signature de la convention entre nos deux pays pour importer plus de génisses, supplie Farid Elmekhanter, éleveur primé lors du Siam pour deux de ses têtes blanches. La centrale vient de me proposer des holsteins provenant du Danemark. J'ai refusé car je préfère attendre et avoir des montbéliardes, [plus robustes et excellentes en production](#) laitière et en viande. »



Farid Elmekhanter a importé il y a trois ans une quinzaine de montbéliardes, dont la descendance vient de triompher au Siam. Photo Eric Barbier

2,25 milliards de litres de lait produits en 2025

Le lait, une matière première primordiale au Maroc, qui en a produit 2,25 milliards de litres en 2025 et compte 260 000 producteurs. Danone l'a parfaitement compris et a fait de ce pays un de ses piliers stratégiques. Présente au Siam, la multinationale agroalimentaire française, qui collecte 370 000 millions de litres de lait et se partage les parts du gâteau avec Jaouda ou les domaines agricoles, vient de sponsoriser la coupe d'Afrique des nations (CAN). Et sera partenaire de la prochaine coupe du monde de football en 2030, coorganisée par le Maroc.

La marge de développement est réelle. Danone, qui prône la « santé par l'alimentation », finance d'ailleurs l'acquisition des vaches pour nombre de ses 40 000 fermiers. « Cela contribue fortement à notre ancrage dans les territoires », souligne Hervé Barrère, le directeur de centrale Danone. Qui, comme les autres, table sur un abrégement de cette période de vaches maigres dans les importations...

Des milliers de bêtes en attente d'un visa



Bertrand Vernier et Vincent Fernandes vivent tous deux la même attente vis-à-vis de la réouverture du marché marocain. Photos Eric Barbier

La culture de l'élevage est profondément enracinée dans le massif jurassien. Relativement à la vigueur économique du comté, première AOP fromagère de France, [soutenue par une très souriante année 2025](#).

Cet écosystème structuré et coopératif sert le renouvellement et l'amélioration génétique du cheptel. Et, de manière complémentaire, alimente un vivier de jeunes animaux destinés à l'exportation, que les agriculteurs concernés élèvent avec le même soin que ceux qui restent sur l'exploitation. Pour ensuite rejoindre, par exemple, 2 500 km plus au Sud, les petites fermes ou énormes grandes exploitations marocaines. Convergence d'intérêt dans la production laitière entre ces acteurs majeurs des ruralités, partout dans le monde.

Ce mécanisme bien huilé et rodé s'anticipe jusqu'à trois ans en amont. Depuis la naissance jusqu'à l'insémination, qui marque l'ultime phase avant l'exportation de ces génisses, très majoritairement gestantes. Coopex maîtrise parfaitement les rouages de ce dispositif qui relie la source à l'embouchure. Repose sur un schéma de sélection de la race en phase avec tous les besoins, y compris transfrontaliers. Mais le grain de sable DNC est venu, en 2025, perturber ce mouvement centrifuge. En tarissant notamment les débouchés commerciaux vers le Maroc, avec des conséquences palpables sur l'amont.

« On ne les fait pas naître pour les envoyer à l'abattoir »

Beaucoup d'éleveurs, à l'instar de Bertrand Vernier, à Belvoir dans le Doubs, croisent les doigts pour que le marché « rouvre le plus rapidement possible. Sur les 65 génisses femelles nées cette année, 25 vont remplacer les vaches réformées et une quarantaine sont dédiées à l'export. Sept sont parties vers le Kosovo et l'Espagne ». Le reliquat, dont un tiers est « échographié pleine » est dans l'attente d'un transfert.

Impossible de faire enfler le cheptel de l'exploitation, les volumes de lait sont régulés dans la zone AOP. Et la surproduction sévit en Europe. La finalité bouchère serait un crève-cœur. « Quand on fait des génisses, on aime l'élevage, on ne les fait pas naître pour les envoyer à l'abattoir ! » Chacune des jeunes montbéliardes aura coûté environ 1 500 € pour son élevage. Bertrand peut en espérer 2 500 €. Et ne jouera pas les marchands de tapis pour quelques centaines d'euros de bonus. Il préfère « qu'elles partent au plus vite. Les garder plusieurs mois en attendant que le marché ouvre serait aussi compliqué car elles vont engraisser et perdre en fertilité ».

« C'est un revenu indispensable »

Le contrat qu'il a signé avec Coopex pour un volume annuel approvisionnement annuel d'une quarantaine de bêtes devraient mieux le protéger financièrement. Éleveur à Venisey, en Haute-Saône, Vincent Fernandes vit la même situation. « On a déjà connu quelques crises, avec la Russie ou l'Algérie mais on a toujours eu des perspectives. Là, avec l'abandon du Maroc... »

L'agriculteur garde espoir. « L'atelier génisse est complémentaire de notre modèle économique. C'est un revenu indispensable à l'équilibre de l'exploitation. » Qui rapporte bon an mal an quelque 140 000 €. Une vingtaine de ces bêtes sont « inséminées et prêtes à partir ». Et à suivre le protocole strict, sur le plan sanitaire et logistique, qu'impose ce circuit d'exportation.

À Fès, un troupeau de « boucles oranges »

Elles viennent de connaître leur premier vêlage, atteignent toutes à peine trois ans et ont déjà voyagé bien plus loin que la plupart des éleveurs du massif jurassien, leur berceau, identifiable grâce à cette boucle orange attachée à leur oreille droite.

Elles proviennent du Doubs ou de Haute-Saône pour composer ce troupeau d'une quinzaine de montbéliardes qu'Imad acclimate depuis un peu plus d'un an. Cette première génération est arrivée par bateau, via le port de Sète, jusqu'à cette exploitation à taille humaine installée dans la périphérie de Fès.

Nouveau destin, nouveau continent, nouvelle alimentation et nouveau cadre de vie pour ces expatriées prélevées dans le vivier de Coopex, qui ont voyagé gestantes et fait naître, sur le sol marocain, plus qu'une descendance. À savoir le concret espoir de répondre aux besoins laitiers de tout un pays, notamment ces zones rurales, engagé dans une ambitieuse quête d'autonomie agricole et alimentaire.



Visite d'un élevage de montbéliarde près de Fès, en compagnie de la commerciale export de Coopex Emma Chanut. Photo Eric Barbier

« J'en vis très bien »

Imad, jeune éleveur fraîchement trentenaire, symbolise cette aspiration nationale d'indépendance. Même si ce terme, pour lui, n'annonce qu'une lointaine destination, qu'il espère atteindre dans une dizaine d'années. Son modèle économique actuel reste en effet consubstantiel aux fonds investis par son voisin médecin, propriétaire de l'exploitation. Et inséparable de Danone, « qui a acheté les vaches en contrepartie d'une production laitière. Je n'ai pas à me plaindre, j'en vis très bien ». Cette hiérarchie structure en grande partie l'agriculture marocaine.

Pour Imad, l'histoire ne fait que commencer. Quelques ajustements dans la conduite du troupeau, comme le décalage du tarissement des vaches et un recalibrage du rythme alimentaire des vaches, constitué de compléments concentrés, de maïs et de luzerne, devraient permettre d'influer positivement sur la production. « Danone ramasse quotidiennement environ 450 l de lait pour les quinze montbéliardes et la marge de progression est possible », indique Mohammed Laaroussi, inséminateur depuis une trentaine d'années pour la coopérative Zalagh, fondée en 1998.

Il partage, avec Imad, une sensibilité toute particulière pour la race montbéliarde. Pour « son adaptabilité, sa robustesse. Elle est facile à gérer, contrairement à l'holstein qui est moins rustique ».



Les montbéliardes de l'élevage d'Imad proviennent de Franche-Comté, elles portent une boucle orange. Photo Eric Barbier

L'espoir germe après la sécheresse...

« Il n'y a pas mieux que la montbéliarde, enchérit Imad. J'ai commencé avec trois vaches. Elles m'ont convaincu d'en faire venir d'autres. La production laitière me satisfait déjà. Et on attend le deuxième vêlage pour savoir si elle va augmenter ou non. »

La levée, en introduction du Salon international de l'agriculture de Meknès, le 20 avril, de l'interdiction d'importation des semences, a été accueillie avec un immense contentement par tout le monde agricole, côté marocain comme côté français. « En effet, ça a été une bonne nouvelle, confirme Mohammed. Mais on attend désormais avec impatience la réouverture des frontières pour les bovins vivants. Nous venons de vivre une longue période de sécheresse. Des éleveurs ont dû envoyer quelques-unes de leurs bêtes à l'abattoir car ils ne pouvaient plus les alimenter. »

Depuis, les pluies abondantes qui ont coloré le paysage en vert, ont fertilisé le moral des éleveurs.

Au Maroc, « il manque 400 000 génisses »



Mohammed Raita et Rachid Khattate, respectivement directeur général et président de Maroc Lait. Photo Eric Barbier

Vous dirigez et présidez la seule fédération, au Maroc, qui représente la filière laitière de l'amont à l'aval. Dans quelle situation vous trouvez-vous aujourd'hui ?

Mohammed Raita (directeur général de Maroc Lait*) : « Nous avons connu le plan Maroc vert, dans les années 2010, puis le plan Génération green dans les années 2020, qui ambitionne de fortes augmentations sur la production laitière, le cheptel... Mais nous sommes passés par une zone de turbulence de sept années de sécheresse consécutives, une séquence historique, qui a décimé pratiquement 30 % de notre cheptel. On peut évaluer le manque actuel à 400 000 génisses sur 1,6 million de vaches laitières au total. L'autre problème, qui résulte de l'épisode du Covid, de la guerre en Ukraine, est l'augmentation de certains aliments, qui a parfois doublé. Enfin, dernier problème, l'arrêt des importations pour des raisons sanitaires ou purement politiques, qui a eu pour effet de majorer de 30 % le prix des génisses. »

« Depuis deux ans, le Maroc court après le repeuplement du cheptel »

D'où l'intérêt de renforcer les liens commerciaux avec la France qui attend impatiemment que les frontières s'ouvrent à nouveau...

M. R. : « Nous avons signé en 2023 une convention avec Interbev pour l'importation de génisses, de semences, pour la formation, etc. Mais on se heurte aujourd'hui au problème du sanitaire lié aux maladies vectorielles. On répète à notre ministre qu'il faut essayer de trouver des compromis car nos besoins sont énormes. Pour autant les sources d'approvisionnement sont limitées. On a multiplié les réunions, au Salon de Paris, à Cournon ou ici au Maroc qui ont débouché sur des propositions très concrètes

pour les importations. Mais, pour des justifications techniques, le dossier a été renvoyé à novembre par l'Onssa. »

Rachid Khattate (président de Maroc Lait) : « L'Onssa est l'organisme sanitaire de contrôle indépendant, qui a la responsabilité du maintien d'un cheptel indemne de DNC. Donc possède le pouvoir de décision, argumentée, d'importer ou non des bovins. Ce qu'il faut préciser, c'est que, depuis deux ans, le Maroc court après le repeuplement du cheptel. Une action urgente demandée par les plus hautes autorités de l'État. M. Raita vient de l'indiquer, il manque plus de 400 000 têtes. Une très bonne année, on peut importer 20 000 génisses de France, cela signifie qu'il faudrait plusieurs années pour atteindre nos objectifs et on ne peut pas attendre. Il faut ajouter à cela la haute demande sur la viande, avec une forte inflation sur son prix au Maroc. »

« Le Maroc a le couteau sur la gorge »

La race montbéliarde, mixte, peut justement répondre à ces deux enjeux ?

M. R. : « Je vais répondre en tant qu'éleveur qui possédait le plus grand cheptel au monde de montbéliardes. Mais aussi des holsteins. Je peux vous assurer que l'on préfère la montbéliarde car elle est plus rustique. Elle est très appréciée pour sa rentabilité. Le seul défaut de cette race, ce sont ces volumes en approvisionnement, plus réduits que la holstein, que je peux acheter dans le monde entier. »

Vous avez d'impérieux besoins en bovins. L'État déploie-t-il des mesures incitatives aux éleveurs ou coopératives ?

M.R. : « Oui, il donne 600 € par génisse importée. Et pour les semences, si l'éleveur emmène sa génisse jusqu'au vêlage, il perçoit une aide de 400 €. »

R.K. : « L'État met la main à la poche car il sait que les besoins sont importants pour l'alimentation. En augmentant l'offre, il sait qu'il peut aussi travailler sur les mécanismes qui vont faire baisser les prix pour les consommateurs marocains. Le Maroc a le couteau sur la gorge, il a besoin d'importer. La presse publie tous les jours des articles pour tirer à boulets rouges sur le gouvernement à propos du coût de la vie. Mais la priorité reste le sanitaire. Notre écosystème agricole est tellement fragile, qu'une maladie comme la DNC, dont nous sommes indemnes, risque de le décimer et provoquer un retour en arrière. »

M.R. : « La pression positive de la France doit et va faire bouger les choses. »

(*) Maroc Lait représente l'interprofession de la filière lait au Maroc et regroupe les organisations professionnelles d'éleveurs producteurs laitiers et les usines laitières traitant plus de 80 % du lait usiné.